

Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « ANCE-MARE-BONSON »
- 4 juin 2015 -

Personnes présentes

LACROIX Jérémie – Vice-Président environnement Conseil départemental 42
BROSSE Chantal – Vice-Présidente agriculture Conseil départemental 42
BONNEFOY Jean-Yves – Conseiller départemental 42
CHAPOT Robert – Vice-Président CA Loire-Forez
VRAY Serge – Vice-Président CC Saint-Bonnet-le-Château
VUILLERMOZ Pascal – AAPPMA Gardon Forézien
MICHEL Georges – Mairie Sury-le-Comtal
MARTIN Yves – Mairie Sury-le-Comtal
TEXIER Bruno – Agence de l'Eau Loire-Bretagne
DURIS Bernard – Comité départemental de Randonnée Pédestre 42
FOREL Alexandre - Chambre d'agriculture de la Loire
JAYOL Eric – Coordination Rurale 42
REYNAUD Raphaël – FDSEA 42
GOUTTE Thierry – Confédération Paysanne 42
DUMAS Jacques – Président FDAAPPMA 42
FREDIERE Nelly – DDT42
LACARRERE Marlène – CA Loire-Forez
DROIN Thierry – CESAME
FRAPPA Fabrice – Conseil départemental 42 – Service Environnement
CHORGNON Guillaume – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Contexte / Introduction : Mr LACROIX (Département 42) et Mr CHAPOT (CALF)

Le Département de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du Département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes » en 2012. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La démarche d'inventaire prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux, avec une co-invitation par le Département de la Loire et les structures animatrices des procédures Contrats de rivières ou Opérations coordonnées. Ces comités se sont réunis une première fois début 2013. La deuxième série de réunions a lieu en juin 2015, dans la perspective d'une présentation pour validation de l'inventaire zones humides à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE prévue le 7 juillet 2015.

La présentation se déroule en quatre parties :

Partie 1 : Fabrice FRAPPA (Département 42) rappelle le contexte de l'étude, les objectifs, la gouvernance et revient sur la phase de consultation réalisée par le Département en 2014-2015 ;

Partie 2 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) présente une synthèse des résultats finaux de l'inventaire ;

Partie 3 : Thierry DROIN (CESAME) présente une proposition de méthode de hiérarchisation ;

Partie 4 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) et Thierry DROIN (CESAME) présentent des exemples de prises en compte de l'inventaire (Plan local d'urbanisme, Zone d'aménagement concerté et Projet agro-environnemental et climatique).

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Département de la Loire : <http://www.loire.fr/zoneshumides> et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Synthèse des échanges :

En lien avec la partie 1 : Le Département de la Loire rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides (ZH) supérieures à 1 hectare et qu'il n'a pas de portée réglementaire directe. L'inventaire constituera avant tout un outil d'aide à la décision et de connaissance pour les communes, EPCI et acteurs socio-professionnels.

Un effort conséquent a été réalisé en 2014-2015 pour améliorer la qualité de l'inventaire et répondre aux sollicitations issues de la période de consultation menée sur les zonages proposés. Plus de 110 rencontres ont été organisées (Mairies et exploitants agricoles essentiellement) entre août 2014 et avril 2015 pour ajuster certains contours. Au final 222 zones humides ont été réajustées sur 2400 soumises à consultation. Le résultat final de l'inventaire est ainsi le suivant : 3 361 ZH de + de 1 hectare pour 16 372 hectares.

Mr DUMAS (Fédération de Pêche) demande quelle est la surface concernée par des réajustements sur les 222 ZH. Cela correspond à un total de 47 hectares de diminution soit 0,3% de la surface initiale. Une distinction entre les ZH de tête de bassin versant et celles de plaine est possible grâce à l'analyse de la base GWERN.

Mr FRAPPA (CD42) indique que l'inventaire départemental remplace sur ce territoire Mare-Bonson une des études préalables au Contrat de rivières initialement prévue.

En lien avec la partie 3 : Mme FREYDIERE (DDT42) demande si la méthode proposée sera partagée avec les territoires concernés. Cela sera le cas puisque la méthode présentée en réunion est totalement modulable en fonction des enjeux, menaces, pressions, propres à chaque territoire. Il s'agit donc bien d'un outil méthodologique adaptable à chaque situation. À l'échelle des procédures Contrats de rivières, le CEN pourra à partir de 2016 apporter son appui technique pour aboutir à une analyse plus approfondie et spécifique au territoire.

En lien avec la partie 4 : Mr REYNAUD (FDSEA) demande si la construction d'une stabulation en ZH sera possible après la validation de l'inventaire. Il est rappelé que l'inventaire n'a pas de portée réglementaire directe mais que la Loi s'applique avec ou sans inventaire validé. Dans ce cas précis, un dossier d'autorisation de destruction de ZH devra être déposé auprès de la DDT (Police de l'Eau) qui accordera ou pas cette autorisation.

Mr VUILLERMOZ (AAPPMA Gardon Forézien) prend l'exemple d'un drainage en ZH sur une zone qui serait classée A au PLU. La DDT précise qu'un PLU n'a pas vocation à tout réglementer et que les règlements PLU sont plus ou moins contraignants selon les cas. Il existe cependant une indépendance des procédures et des cadres d'application entre le code de l'urbanisme (PL) et celui de l'environnement (ZH).

Pour ce qui concerne les mesures compensatoires liées à d'éventuelles destructions de ZH, Mr FRAPPA (Département 42) précise qu'il est techniquement et économiquement plus réaliste de privilégier une restauration de ZH dégradée plutôt qu'une recréation de ZH. L'inventaire départemental permettra ainsi de cibler des sites potentiels à mesures compensatoires. Mr DROIN (CESAME) partage cet avis car il semble illusoire de vouloir créer des ZH dans des zones sèches, là où elles n'existaient pas. Dans tous les cas, le principe d'évitement de la ZH lors d'un aménagement et de respect de l'alimentation en eau de celle-ci doit avant tout être privilégié.

Pour les PLU, Mme BROSSE (Département 42) précise que la diffusion des données publiques sera possible qu'après validation officielle de l'étude par la CLE du SAGE prévue début juillet. Le délai de mise en compatibilité d'un PLU avec le SAGE est de 3 ans, si nécessaire.

En conclusion, Mr LACROIX (Département 42) et Mr CHAPOT (CALF) remercient les invités présents pour la qualité des débats. Le Département souhaite s'appuyer sur les Contrats de rivières et l'apport technique du CEN pour poursuivre la dynamique engagée sur les territoires en vue d'une meilleure prise en compte des zones humides. À l'échelle départementale, un travail spécifique avec la profession agricole sera également engagé pour aboutir à une charte des bonnes pratiques en zones humides.